PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité

COSPRAD
CONSEIL SCIENTIFIQUE SUR LES PROCESSUS DE RADICALISATION

Appel à manifestations d'intérêt scientifique 2023-2024 /COSPRAD-CNRS

Bilan

Radicalisation et politiques publiques

Introduction

Depuis sa création, le Conseil scientifique sur les processus de radicalisation (COSPRAD) a pour mission de favoriser le dialogue entre les administrations publiques et le monde académique, en particulier les recherches en sciences humaines et sociales, autour des phénomènes de radicalisation et des politiques publiques qui leur sont associées.
Suivant la mission pour laquelle il a été créé, le COSPRAD œuvre à la structuration d'un champ de recherche interdisciplinaire et à l'articulation entre production scientifique et action publique en s'appuyant sur la collaboration étroite avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

L'objectif est de favoriser la réalisation de projets conjoints entre chercheurs et praticiens impliqués dans la compréhension et la gestion des processus de radicalisation qu'ils relèvent des services de police, de renseignement, de justice, de l'administration pénitentiaire, des services sociaux, éducatifs ou encore médicaux. Ces collaborations contribuent à enrichir la connaissance des phénomènes observés, à renouveler les approches théoriques et méthodologiques, et à renforcer la pertinence des politiques publiques en matière de prévention et de prise en charge.

Afin d'encourager ces dynamiques, le COSPRAD et le CNRS ont lancé, pour la période 2023-2024, un appel à manifestation d'intérêt scientifique (AMI) destiné à soutenir des projets innovants mobilisant des démarches interdisciplinaires sur des terrains de recherche sensibles. Cet AMI visait à soutenir la production de connaissances nouvelles sur les phénomènes de violence radicale mais également sur la complexité des politiques publiques à mener face aux formes contemporaines de radicalisation.
Le présent livret rassemble l'ensemble des productions issues de cet AMI 2023-2024. Il témoigne de la vitalité des recherches menées, de la diversité des perspectives mobilisées et de la richesse des coopérations engagées entre institutions, chercheurs et praticiens.
Au-delà de la valorisation des projets soutenus, ce document ambitionne de rendre compte des dynamiques intellectuelles et partenariales qui se construisent autour du COSPRAD, et d'ouvrir des perspectives pour de futures collaborations scientifiques au service d'une compréhension toujours plus fine des phénomènes de radicalisation violente et des réponses publiques qui leur sont apportées.

Antoine Mégie
Coordinateur scientifique du COSPRAD

Martina Knoop
Directrice de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires - MITI / CNRS

AMI 2023/2024 Bilan des recherches

Page 4 • IDRE – Internationalisation des Droites Radicales en Eurasie (UMR 8138 SIRICE, Sorbonne Université/CNRS)

Ce projet se donne pour but d'identifier les enjeux du conflit russo-ukrainien au regard de la recomposition des mouvements d'ultra droite en France. Il s'agit de déterminer la restructuration induite par le conflit du champ extrême-droitier russo-ukrainien et ses interrelations avec les éléments français.

Page 6 • POLICIV – Politiques foncières et insurrections djihadistes en Afrique de l'Ouest : le cas de la Côte d'Ivoire – (UMR 8026 CERAPS, Université de Lille/CNRS)

En Afrique de l'Ouest, les insurrections djihadistes des dernières années sont étroitement liées à des revendications agraires et à des crises étatiques. Ce lien constaté dans le cas des pays sahéliens, fait l'objet d'une préoccupation grandissante dans les institutions chargées de l'aide publique au développement. Cela les conduit notamment à penser leurs interventions sous le prisme de plus en plus sécuritaire.

Page 10 • ProREV – Protection et REsistance face à l'Extrémisme Violent (UMR 7069 LinCs, Université de Strasbourg/CNRS)

Le projet étudie les facteurs de protection et de résistance face à l'extrémisme violent de façon à proposer aux acteurs intervenants dans la prévention, l'évaluation ou la prise en charge (police, justice, travail social et médico-social) un outil adapté à leurs besoins et reposant sur des données issues de la recherche.

Page 13 • VIORAPOL – Violences et radicalités politiques (2016-2024) (UMR 8209 Centre Européen de sociologie et de science politique – Université de Paris I/CNRS)

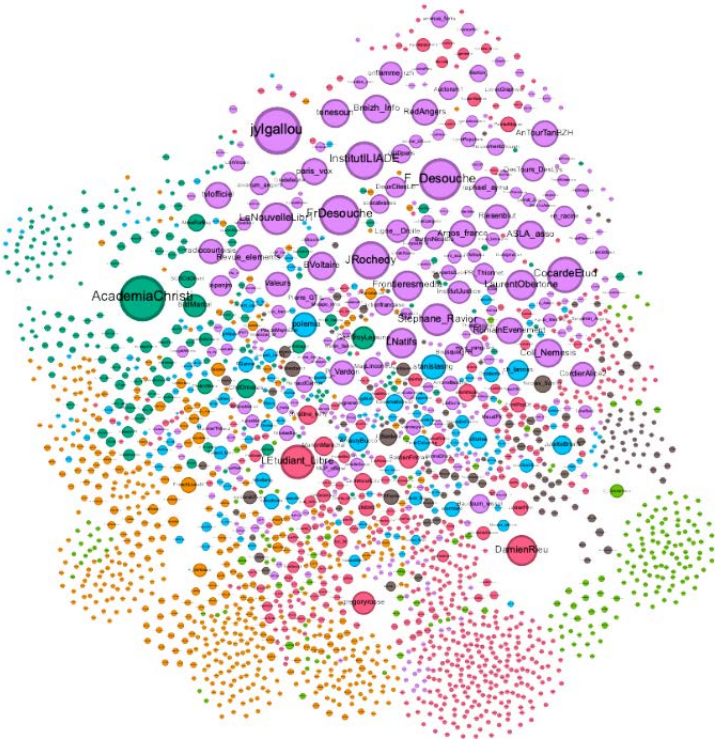
Le projet Violences et Radicalités politiques, entend poursuivre l'expertise statistique inédite de Vioramil, en enrichissant la base de données afin de tester l'hypothèse de l'ouverture d'un nouveau cycle d'action collective à compter de 2016 et de participer au débat plus large sur la montée en radicalité que connaîtraient les sociétés contemporaines.
Un premier colloque scientifique est programmé le 6 décembre 2024.

Page 16 • CriTERIA –L'humilité épistémique : une vertu face à la radicalisation (UMR 7304 Centre Gilles Gaston Granger, Université Aix-Marseille/CNRS)

En réponse à la montée de l'extrémisme religieux et politique en France, le gouvernement a fait de l'éducation à l'esprit critique (EEC) un des piliers de son action préventive auprès des publics à risque de radicalisation. Questionnement de l'efficacité de l'EEC, le projet propose de concevoir, standardiser et tester en milieu éducatif une intervention EEC visant à réduire les attitudes radicales auprès des jeunes élèves, étudiants.

Internationalisation des Droites Radicales en Eurasie (IDRE)

Bilan des recherches



Cartographie de l'extrême droite sur Twitter / X (juin-décembre 2024

IDRE a reposé sur une démarche très collective, favorisant les publications associant historiens et politistes et les parutions produites à l'international. L'ensemble de ces travaux a permis de structurer un champ de recherche cohérent sur les interactions entre les extrêmes droites européennes et la guerre russo-ukrainienne, en articulant histoire, idéologie et sociologie des mobilisations, tout en éclairant les effets de ce conflit sur les recompositions actuelles de l'ultra-droite française à travers les circulations militantes, symboliques et doctrinales entre France, Russie et Ukraine. Est ainsi mis à jour l'écosystème européen des radicalités de droite. Il ne s'agit pas seulement de radicalisation violente. Le conflit est également source de mythes idéologiques mobilisant l'action avec de nouvelles « communautés imaginées » et des narratifs extrémistes qui veulent écrire un autre futur pour une Europe qui serait touchée par un « choc des civilisations ». Le décloisonnement a été de rigueur avec des recherches portant aussi bien sur les mouvements, les aspects paramilitaires, les doctrines (avec leurs enjeux ésotériques spécifiques dans le cas présent, entre autres de par le rôle d'Alexandre Douguine ou la montée en puissance des narratifs QAnon faisant de l'Ukraine la base de production de l'adrénochrome des élites occidentales), etc. Parmi ces aspects, un effort spécifique a été réalisé pour appréhender l'articulation entre les réseaux virtuels et la réalité matérielle. IDRE a ainsi travaillé avec OPSCI, une start-up spécialisée, pour traiter les réseaux sociaux des extrêmes droites françaises. 300.000 messages issus de 2.000 comptes de Twitter/X, ont été collectés entre juin et décembre 2024 afin d'appréhender le champ des représentations du conflit.

Ce dernier s'avère effectivement assez abondamment commenté : 5,3% des messages l'évoquent en adoptant un point de vue critique sur l'Ukraine et Volodimir Zelensky, quand ils n'expriment pas franchement un positionnement pro-russe ; d'autres messages (2,1%) préfèrent un ton plus neutre et factuel ou soutiennent l'Ukraine. À rebours, le travail sur les volontaires partis sur zone recoupe l'observation du champ militant, avec en 2022 une bascule des agents sociaux les plus engagés dans le nationalisme blanc vers le camp ukrainien, dans une remobilisation des schèmes raciologiques faisant de la Russie une terre exogène à l'espace de la race blanche. À cet égard, le jeu des polarisations s'avère à plusieurs bandes, tant la fascination des Américains d'AtomWaffen Division pour la division Azov a pu contribuer à populariser ce bataillon parmi les radicaux européens.

Ce fort investissement symbolique souligne que si la question de l'ingérence de l'État russe en France est certes fondamentale, elle ne suffit pas à circonscrire les causes et périmètres du rapport des extrêmes droites françaises à la frontière orientale. Le déclenchement concomitant d'une nouvelle phase du conflit israélo-palestinien montre une cohérence forte dans les préférences géopolitiques, avec un milieu où le soutien à la Russie va avec celui envers la Palestine, et un où le soutien à l'Ukraine va de paire avec celui à l'égard d'Israël. Les questions de relations internationales occupent ainsi, comme de coutume, une place centrale dans la pensée des extrêmes droites et s'y positionnement telles des frontières internes.

Equipe

Olivier Dard, PR, Sorbonne Université, SIRICE (UMR 8138). Deux publications antérieures en rapport : Olivier Dard et Bruno Dumons (dir), Droites et catholicisme en France et en Europe des années 1960 à nos jours, coll. Chrétiens et Sociétés. Documents et Mémoires ; n° 44, 2022 ; Eric Anceau, Jacques-Olivier Boudon et Olivier Dard (dir), Histoire des Internationales. Europe, XIXe-XXe siècles, Paris, Nouveau monde éditions, 2017.

Stéphane François, PR, Université de Mons (Belgique), GSRL (UMR 8582). Deux publications antérieures en rapport : Géopolitique des extrêmes droites, Paris, Cavalier bleu, 2022 ; Le Rejet de l'Occident : L'ésotérisme, le complotisme et le refus de la société libérale, Paris, Dervy, 2021.

Marion Jacquet-Vaillant, MCF, Université Paris-Panthéon-Assas, CECP (EA 162). Deux publications antérieures en rapport : « An Identitarian Europe ? Successes and Limits of the Diffusion of the French Identitarian Movement », Illiberalism Studies Program, Working paper n°7, Georges Washington University, May 2021 ; « Les Identitaires, acteurs de l'émergence des idées radicales », Pouvoirs, n°181, 2022.

Nicolas Lebourg, chercheur associé, Université de Montpellier, (CEPEL UMR 5112). Deux publications antérieures en rapport : Les Nazis ont-ils survécu ? Enquête sur les Internationales fascistes et les croisés de la race blanche, Paris, Seuil, 2019 ; The French Far Right in Russia's Orbit, Carnegie Council et Foundation Open Society Institute, 2018.

Adrien Nonjon, doctorant, INALCO (CREE EA 4513). Deux publications antérieures en rapport : Olena Semenyaka The "First Lady" of Ukrainian Nationalism, Illiberalism Studies Program Working Papers, September 2020 ; avec Stéphane François « Guillaume Faye (1949-2019): At the Forefront of a New Theory of White Nationalism« , Journal of Illiberalism Studies, vol. 2, n°1, 2022.

Publications

1. Adrien Nonjon, « Le hooliganisme ukrainien : la face dévoyée des relations entre sport et nationalisme radical », *Cahiers de Psychologie Politique, n°43, 2023.*
2. Bertrand de Franqueville et Adrien Nonjon,, « La gestion d'une mobilisation politique et militaire : réflexions sur les liens entre le mouvement Azov et l'État ukrainien (2014-2021) », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies, n°23, 2023.*
3. Adrien Nonjon, Le régiment Azov, *Paris, Cerf, 2023.*
4. Marion Jacquet-Vaillant, « Building a Transnational Identitarian Movement? Limits to the Diffusion of Génération identitaire in Europe » *Zùquete P., Marchi R., Global Identitarianism, London-New York, Routledge, 2023.*
5. Adrien Nonjon, Alex Mackenzie et Christian Kaunert dir., In the Eye of the Storm. Origins, Ideology, and Controversies of the Azov Brigade, 2014-2023, *Ibidem, 2024.*
6. Nicolas Lebourg et Olivier Schmitt, Paris Moscou, un siècle d'extrême droite, *Paris, Seuil, 2024.*
7. Nicolas Lebourg et Marlène Laruelle, « The New Horizons of French Extreme Right: Fragmented but Dynamic and Better Socially Embedded », *Katherine Kondor, Mark Littler ed, The Routledge Handbook of Far-Right Extremism in Europe, London, Routledge, 2024, pp. 217-229.*
8. Stéphane François et Adrien Nonjon, « Alexandre Douguine, de l'eurasisme à la guerre en Ukraine : parcours d'un ultranationaliste russe », *La Vie des idées, 1 er octobre 2024 [en ligne].*
9. Olivier Dard et al. (dir). L'anticommunisme en France et en Europe. *Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025.*
10. Stéphane François et Adrien Nonjon, « L'extrême droite française et les mouvements anticommunistes russes ». *L'anticommunisme en France et en Europe, Olivier Dard et al., Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025.*
11. Nicolas Lebourg, « La montée des extrêmes droites en Europe », *Thierry de Montbrial et Dominique David dir., RAMSES 2026. Rapport annuel sur le système économique et les stratégies, Malakoff, Dunod, 2025.*
12. Adrien Nonjon, « Le Royaume de Dieu est en Ukraine. Cartographie et analyse des imaginaires de la mouvance (ultra)nationaliste orthodoxe ukrainienne », *Études internationales, vol. 55, n°2, 2025.*
13. Stéphane François et Adrien Nonjon, Alexandre Douguine: Esotérisme, géopolitique et orthodoxie. Portrait d'un ultranationaliste russe atypique, *Paris, Odile Jacob, 2026.*
14. Stéphane François et Adrien Nonjon, Par-delà les dieux. Une histoire transnationale du néopaganisme d'extrême droite, *Paris, Cerf, 2026.*
15. Special Issue du Journal of Illiberalism Studies. Le JIS est la revue publiée par le programme d'études sur l'illibéralisme de l'Université George Washington. En 2026, IDRE y publie un dossier spécial constitué comme suit : 1) Olivier Dard, « L'axe francorusse vu des droites françaises » ; 2) Sylvain Crépon et Alexandre Dézé, « La mouvance nationaliste française et la guerre en Ukraine. Un tropisme pro-russe » ; 3) Marion Jacquet-Vaillant, « L'Europe des Identitaires à l'épreuve de la guerre en Ukraine : entre 'ni-ni' géopolitique et solidarité sélective » ; 4) Stéphane François, « Extrêmes droites et propagande russe. Retour sur des relais très actifs » ; 5) Nicolas Lebourg et Jonathan Preda, « Le front de l'est : mémoires et engagements violents ».

Politiques foncières et insurrections djihadistes en Afrique de l'Ouest : le cas de la Côte d'Ivoire (POLICIV)

Bilan des recherches

Le projet POLICIV interroge la place des politiques de gestion du foncier et des ressources naturelles dans les transformations de la politique de sécurité en Afrique de l'Ouest, une région aux prises avec des crises politiques et sécuritaires, dans les quelles la menace des insurrections jihadistes joue un rôle central. Nous avons travaillé à partir du cas de la Côte d'Ivoire, qui nous semble paradigmatique d'un déplacement de l'attention sécuritaire depuis les pays sahéliens vers les régions côtières. En effet, la Côte d'Ivoire est à la fois l'un des acteurs économiques les plus importants de la région et un allié de premier plan de la France et des autres puissances occidentales. Elle est aussi placée au cœur de circulations migratoires anciennes, liées au dynamisme de son économie. Le projet s'interroge ainsi sur la transformation de l'aide au développement au prises du contexte sécuritaire actuel et sur la place des politiques de gestion des ressources naturelles au sein de l'agenda de l'aide.

Participation d'Oscar Toukpo à une réunion sur le terrain, Département de Kong.

Notre attention initiale portait de façon prédominante sur les politiques foncières, qui sont un axe central de l'aide au développement dans le pays depuis plusieurs années. Or, à partir des questions foncières c'est tout un éventail d'activités économiques qui caractérisent les espaces ruraux que nous étudions. Ainsi, nos enquêtes se sont concentrées sur les rapports entre économies agraires, élevage et orpaillage. Les conflits d'usage et la concurrence pour la captation des ressources de ces économies sont aujourd'hui perçus par les autorités et les acteurs de l'aide au développement comme un risque sécuritaire. Les interventions d'organisations internationales, ONG et des autorités ivoiriennes sont orientées selon l'idée d'une urgence de renforcement des institutions locales de gestion des ressources, afin de prévenir les conflits et d'éviter qu'ils ne viennent alimenter les entreprises armées jihadistes. Cette approche institutionnaliste et « par le bas » est assez représentative d'un tournant global des politiques de maintien de la paix et de gestion des conflits, qui sont axées depuis au moins une décennie sur la « résilience » et la « bonne gouvernance » au niveau local et qui voient dans les conflits d'usage autour des ressources naturelles « une bombe à retardement » à l'heure notamment de la crise climatique.

Nous cherchons alors à comprendre quelles sont les politiques découlant de ces cadrages, comment ces formes d'intervention sont mises en œuvre au niveau local et comment elles interagissent avec des conflits et des rapports de production. Nous menons ce travail à partir d'une analyse de la formulation des politiques publiques dans les espaces institutionnels de production (institutions étatiques, réseaux de l'aide), mais aussi dans les territoires où ces politiques sont mises en œuvre. À partir de ces questionnements, l'équipe s'est structurée en deux axes thématiques. Un premier axe correspondant aux thématiques foncières, dans laquelle se sont investis J. Grajales, Toni-Giovanni Pegurri, Oscar Toukpo et Bienvenu Kouassi ; une seconde équipe – plus réduite – autour des problématiques liées à l'orpaillage, était constituée par Anna Dessertine et Hermann

Yao Yao. En 2023, notre travail a d'abord porté sur l'exploitation de la littérature grise et des sources existantes permettant de qualifier les politiques d'aide au développement mises en œuvre dans le pays, ainsi que de saisir les différents cadrages appliqués aux questions sécuritaires. Un travail sur archives a également été réalisé afin de compléter notre connaissance des dispositifs juridiques de gestion des conflits agro-pastoraux, un sujet peu exploré par la littérature.

La fin de l'année 2023 et toute l'année 2024 ont été consacrées aux enquêtes de terrain. Sur le plan de l'orpaillage, A. Dessertine et H. Yao Yao ont documenté les arrangements informels entre orpailleurs et forces de l'ordre autour de l'exploitation artisanale d'or. Alors que des arrangements informels autour de la taxation des orpailleurs par la police et la gendarmerie étaient en place depuis des années, le déploiement récent d'une brigade de répression spécialisée dans les activités d'orpaillage a mis à mal ces relations. Cette brigade répond à un tournant sécuritaire national sur la question de l'orpaillage, qui est devenue une problématique sécuritaire majeure en lien avec les soupçons de liens entre groupes jihadistes et trafic d'or. Dans le terrain étudié, ce déploiement sécuritaire s'est traduit par l'expulsion des orpailleurs et des affrontements, les plus meurtriers desquels ont fait 5 morts en octobre 2022. Les recherches ont ainsi mis en exergue le façon dont la politique sécuritaire se déploie sans tenir compte des formes pré-existants d'ancrage de l'État. Vues de l'extérieur, ces formes d'ancrage sont perçues comme de la corruption. Or, elles reflètent une économie morale de l'extraction minière qui fait tenir des rapports entre acteurs sécuritaires et mineurs. L'imposition d'un cadre purement sécuritaire renforce paradoxalement l'insécurité et la conflictualité, sans pour autant mettre fin aux activités extractives.

Site d'orpaillage, département de Ferkessédougou, Bienvenu Kouassi

Sur le plan des politiques foncières, l'enquête s'est concentrée sur le pastoralisme, mettant l'accent sur les divers conflits qui découlent de l'arrivée massive d'éleveurs – majoritairement Peuls – dans le Nord de la Côte d'Ivoire. Ceux-ci, chassés par la crise sécuritaire sahélienne et par la dégradation des conditions environnementales de l'élevage dans leurs pays d'origine (Burkina Faso et Mali), arrivent massivement dans le Nord de la Côte d'Ivoire. Or, ils y retrouvent une situation où les complémentarités agro-écologiques anciennes entre élevage et agriculture ont été bouleversées par le développement massif de la culture de l'anacarde (noix de cajou). En effet, le développement des vergers d'anacardiers ont consommé la plupart des terres disponibles, laissant très peu d'espace pour les couloirs de transhumance. En même temps, l'élevage n'est plus – comme avant – une affaire d'éleveurs nomades. Les élites locales investissent très massivement les profits de l'anacarde dans les troupeaux, souvent confiés à des Peuls sédentarisés. De plus, le développement de l'orpaillage s'est également traduit par un enrichissement de certaines franges de la population, qui tendent également à réinvestir leurs profits dans l'élevage. En parallèle de ces transformations économiques et environnementales, le paysage sécuritaire est durablement déstabilisé. Depuis 2016 environ, les incursions de groupes jihadistes sont devenues de plus en plus courantes, notamment dans la partie Nord-Est du pays, à proximité du parc national de la Comoé. Chez les forces de sécurité, cela a favorisé une stigmatisation des éleveurs peuls transhumants, vus comme la base sociale de ces groupes. Paradoxalement, cela a eu comme effet de rendre ces groupes encore plus vulnérables, les poussant à s'éloigner des villages – où ils sont couramment harcelés par les forces de sécurité et les responsables locaux – et à trouver refuge dans les zones protégées (forêts classées et parc de la Comoé). Or, c'est justement cette situation de vulnérabilité qui les rend plus propices à collaborer avec les groupes armés jihadistes, qui exercent souvent un contrôle territorial sur les zones protégées.

En parallèle de cette enquête, nous avons cherché à comprendre la façon dont les politiques foncières tiennent (ou non) compte de ces nouvelles formes de conflictualité. Une enquête par entretiens a été réalisée auprès de responsables politiques du ministère de l'agriculture et de l'Agence du foncier rural (AFOR). Cela a été prolongé par une enquête par questionnaires auprès d'environ 300 ménages bénéficiaires de ces politiques dans deux villages de l'Est du pays. Les résultats de ces questionnaires sont encore en cours d'exploitation. Nous espérons proposer sur la base de ce travail un article de recherche à la revue *Land Use Policy.*

Les résultats du projet ont déjà été valorisés dans les deux articles suivants, publiés dans des revues internationales ; le premier porte strictement sur les terrains réalisés dans le cadre du projet, alors que le second mobilise également des données recueillies dans des projets antérieurs.
Une publication issue du projet est actuellement en cours d'évaluation par la revue World Development. Cet article propose une théorisation du lien entre environnement et sortie de conflit à
partir des enquêtes en Côte d'Ivoire, mais aussi dans une perspective comparée. Un autre article co- écrit par Jacobo Grajales et Oscar Toukpo est actuellement en cours de rédaction et sera proposé à la revue Critique internationale.

Le travail de l'équipe du projet POLICIV s'est par ailleurs prolongée par l'organisation d'un séminaire en ligne intitulé « Approches critiques sur l'environnement, la paix et la sécurité », qui s'est réuni à 5 reprises durant l'année académique 2024-2025. En plus de deux présentations des membres de l'équipe POLICIV, nous avons également eu des présentations portant sur la militarisation de la conservation en Colombie (Juan Corredor, City University of New York), sur la formation d'une unité paramilitaire dédiée à la conservation des aires protégées en Côte d'Ivoire (Anouk Bontoux, Université de Liège et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et sur la convergence globale des politiques environnementales et des politiques de sortie de conflit (Grajales et Pegurri, avec Meryam El Bouhati et Benjamin Lévy, tous les deux de l'université de Lille). Le programme du séminaire se poursuit en 2025-26 avec des présentations sur les politiques de conservation, climat et carbone en Côte d'Ivoire (Camille Popineau, IDS Sussex) et au Pakistan (Sophie Russo, University College London).

Le travail a également été poursuivi par le dépôt d'un projet ANR intitulé Environmental Conflict Narratives in the Gulf of Guinea (ENCLAV). Celui-ci interrogeait la production de récits sur la conflictualité environnementale, autour du pastoralisme et de l'orpaillage, en Côte d'Ivoire et au Ghana, mais aussi au niveau des institutions de l'aide au développement, en particulier les agences des Nations unies, l'Agence française de développement et l'Union européenne. Il nous a ainsi mené à nous associer avec deux équipes supplémentaires : une équipe de politistes du laboratoire SAGE (Strasbourg) qui entendait mener l'enquête portant sur les institutions internationales de l'aide, et une équipe de l'université du Ghana ; cette ouverture comparative s'appuyait sur les résultats et les méthodes du projet POLICIV tout en les systématisant dans des nouveaux terrains.

Equipe

Coordination

Jacobo Grajales, politiste, professeur des universités, École de science politique de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre européen de sociologie et science politique (CESSP).

Membres de l'équipe :

Anna Dessertine, anthropologue, chargée de recherche à l'IRD, UMI SOURCE (IRD, Université Versailles-Saint Quentin).

Oscar Toukpo, sociologue, chargé de recherche, Institut d'ethno-sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan.

Toni Giovanni Pegurri, doctorant en science politique, Université de Lille, CERAPS Bienvenu Kouassi, doctorant en sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan.

Herman Yao Yao, doctorant en sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan.

Missions réalisées

• **Deux terrains** auprès d'orpailleurs dans le centre de la Côte d'Ivoire : novembre 2023 et octobre-novembre 2024.

• **Deux terrain**s dédiés à l'étude du rapport entre populations pastorales et agriculteurs dans le nord de la Côte d'Ivoire : mars et avril 2024.

• **Enquête** par questionnaires dans le centre de la Côte d'Ivoire : questionnaire passé auprès de 350 ménages dans trois localités, mai 2025, en partenariat avec le CIRAD.

• **Présentations** dans des conférences et rencontres avec chercheurs et praticiens : N'Djamena, Saly (Sénégal), Lomé, Paris, Montpellier.

Publications

• **Pegurri, Toni-Giovanni,** et Bienvenu Paulin Kouassi Brou. 2025. 'The Invisible Vulnerability of Pastoralism in Northern Côte d'Ivoire'. Conflict, Security & Development, 2025, 1–20. https://doi.org/10.1080/14678802.2025.2561016.

• **Grajales, Jacobo, Toni-Giovanni Pegurri, et Marie Saiget.** 2025. 'Negotiating the Peacebuilding Agenda: Social Problems and Post-Conflict Policymaking'. International Peacekeeping, 2025. https://doi.org/10.1080/13533312.2025.2549299.

Présentations publiques

• **Toni-Giovanni Pegurri,** octobre 2024 à N'Djaména, dans le cadre du colloque « Agriculture, Pastoralisme et Aires Protégées : tensions et solutions pour l'avenir des territoires ruraux en Afrique Centrale et au Sahel ».

• **Toni-Giovanni Pegurri et Bienvenu Kouassi** en novembre 2024 à Saly (Sénégal), dans le cadre du colloque « L'agropastoralisme en Afrique : dynamiques en cours et perspectives ».
• Oscar Toukpo en décembre 2024 à Montpellier dans le cadre des journées du pôle foncier.

• **Oscar Toukpo** en mars 2025 à Lomé, communication dans le cadre du colloque Gouvernance et démocratie du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur).

• **Jacobo Grajales et Toni-Giovanni Pegurri** en mars 2024 auprès du Comité technique foncier & développement, un forum d'experts co-présidé par l'AFD et le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

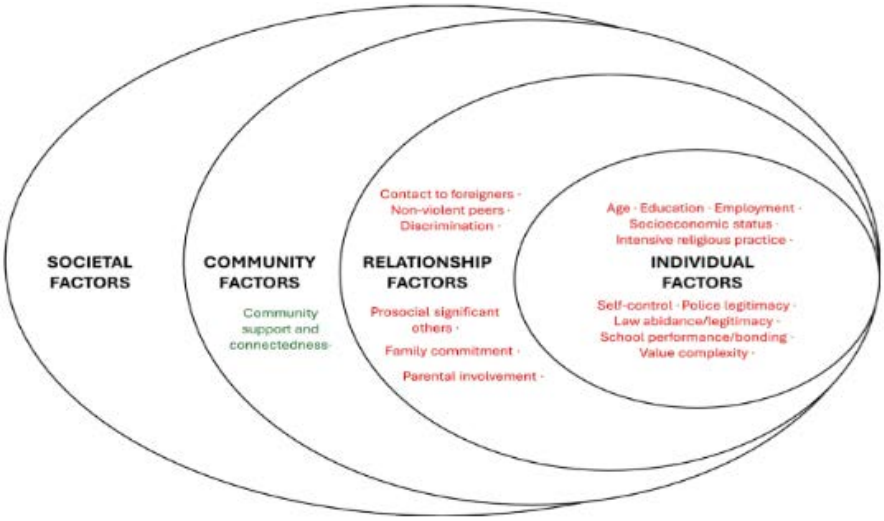
• Enfin, une deux occasions de vulgarisation de ces résultats a été les passage le 5 décembre 2024 et le 21 octobre 2025 de Toni-Giovanni Pegurri dans l'émission Cultures Monde (« Au Sahel, l'élevage pastoral sous tension », et « Côte d'Ivoire : une nation face à ces démons », France Culture).

Protection et REsistance face à l'Extrémisme Violent (Pro-Rev)

Présentation du projet

L'objectif de la recherche Protection et REsistance face à l'Extrémisme Violent (ProREV) est d'étudier les facteurs de protection et de résistance face à l'extrémisme violent de façon à proposer aux acteurs intervenants dans la prévention, l'évaluation ou la prise en charge (police, justice, travail social et médico-social) un outil adapté à leurs besoins et reposant sur des données issues de la recherche. Le projet ProREV porte ainsi l'ambition de retombées applicatives en matière de prévention primaire (développer les dimensions propices aux facteurs de protection et de résistance - en particulier les adolescent.es et les jeunes adult.e.s), secondaire (affiner les évaluations des professionnels participants aux commissions d'évaluation et de suivi), mais aussi tertiaire (s'appuyer sur les ressources des personnes prises en charge pour améliorer l'efficacité des dispositifs. Il vise à élaborer des outils pratiques (grilles d'évaluation des facteurs de protection et de résistance) répondant aux besoins des intervenants et permettant de collecter des données utiles à une meilleure compréhension des processus de désengagement et de réintégration face à différentes formes d'extrémisme violent.

Bilan des recherches



Facteurs de protection

La recherche ProREV a pour objectif d'étudier une dimension de l'extrémisme violent peut explorée par les chercheurs et peu exploitée par les praticiens : les facteurs de protection (FP) et de résistance (FRé) face aux différentes formes d'extrémisme violent.

Objectifs Pro-REV

L'intérêt du projet ProREV est de produire des conceptions transversales aux disciplines et aux professions confrontées à différentes formes d'extrémisme violent, en prêtant attention à ce que les indicateurs et outils produits s'appuient eux-mêmes sur des modèles validés dans les recherches internationales. Le projet est structuré en 3 étapes, correspondant à 3 workpackages qui se déclinent chacun en 2 tâches. Les membres du projet sont répartis dans les 3 workpackages de façon à favoriser la prise en compte des différentes formes d'extrémisme violent, de réalités professionnelles et à favoriser l'interdisciplinarité.

État de l'Art

La construction de l'état de l'art autour de la littérature scientifique récente a mis en évidence la prédominance des facteurs de risque (FR) au détriment des facteurs de protection (FP). Cette littérature et les premières obsevations empiriques ont également souligné l'absence d'études des dimensions communautaires et sociétales, pourtant essentielles lors d'une approche socio-écologique de la violence et appréhendable par une approche qualitative FRé. De plus, l'analyse menée sur les FR identifiés montre qu'ils sont souvent

trop nombreux, mal caractérisés, parfois issus uniquement de méta-analyses sans validation empirique directe. Aussi, certains facteurs sont sensibles à des renversements de fonction selon le contexte, un facteur perçu comme protecteur (par exemple, le soutien familial) peut devenir un facteur de risque dans certaines configurations.

Fiches de synthèse

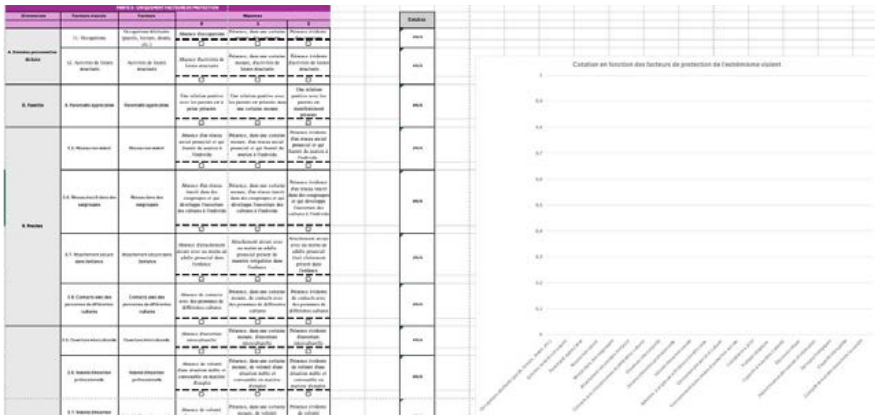
Des fiches de synthèse, consultables sur le site de Pro-REV (https://prorev.hypotheses.org/), ont été conçues dans le but d'être utiles au plus grand nombre ; chercheurs, praticiens, décideurs ou toutes personnes intéressées par la réintégration sociale en matière d'extrémisme violent (EV). Les fiches sont amenées à évoluer en nombre et en contenu.

Six fiches sont d'ores et déjà disponibles sur les thèmes suivants :

- Le terrorisme L'écoterrorisme
- Les définitions de la droite radicale, de l'extrême droite et de l'ultra-droite
- L'évaluation du risque en matière d'EV
- L'évaluation des facteurs de risque et de protection en matière de radicalisation et d'EV
- L'évaluation des programmes de prévention

Grille d'évaluation

Pour répondre aux enjeux concernant les FR et FP, une grille d'évaluation a été élaborée. L'enjeu central était de concilier robustesse scientifique et pragmatisme d'usage, tout en permettant une lecture nuancée des FR et FP selon les contextes et les trajectoires individuelles (FRé). En constante amélioration, la grille d'évaluation est désormais stabilisée à sa dixième version. Les réponses sont adaptées à chaque facteur et la grille produit automatiquement trois graphiques permettant de visualiser les FR, les FP ainsi que les facteurs qui peuvent être de risque ou de protection en fonction des configurations concrètes. Un vademecum précisant les usages de cette grille a également été réalisé.



Problématique des FP

Les FR et les FP font partie intégrante des stratégies de prévention de l'extrémisme violent et sont notamment associés à la radicalisation cognitive et comportementale.

- Les facteurs de violence peuvent être dynamiques, statiques ou modifiables par une intervention extérieure.
- La recherche s'appuie sur le modèle socio-écologique de Dahlberg et Krug (2002), qui propose une approche multi-niveaux et interdisciplinaire de la violence.
- Aucun facteur isolé ne suffit à expliquer les comportements violents : leur compréhension exige une analyse des interactions entre plusieurs niveaux de facteurs.

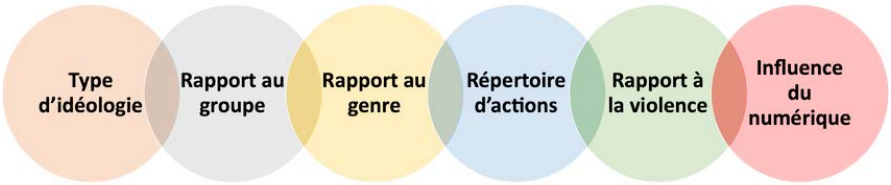
Projet Initial

Le projet initial visait à élaborer des outils pratiques (grilles d'évaluation des facteurs de protection et de résistance) en s'appuyant sur quatre niveaux d'analyses classés (individuel, relationnel, communautaire et sociétal).

Désormais, cette recherche tend à mettre en avant la nécessité de comprendre l'extrémisme violent comme un phénomène multi-factoriel qui se doit d'être examiné à différents niveaux. Cette méthodologie ouvre la voie à la mise au jour de différents types d'approche de l'extrémisme violent.

Catégorisation

La redéfinition de l'objectif vise ainsi à faire émerger différentes variables d'analyse permettant de catégoriser les formes d'extrémisme violent. Pour réaliser cela, il faut explorer les dynamiques de l'extrémisme violent en dépassant l'explication idéologique omniprésente. Il s'agit de montrer que l'engagement dans un mouvement extrémiste violent ne peut être compris sans analyser les interactions entre idéologie, dynamiques relationnelles et pratiques de la violence. Elle a contribué à mettre en évidence les éléments suivants :



Dictionnaire

Le projet Pro-REV se poursuit désormais à travers la création d'un dictionnaire en ligne consacré aux extrémismes violents. Conçu comme un support évolutif, il sera amendable et enrichi au-delà de la durée officielle du projet financé, afin d'assurer la pérennité de la réflexion collective et l'actualisation continue des savoirs. Ce dictionnaire vise à devenir une ressource de référence pour les chercheur·es, praticien·nes et acteur·rices de terrain.

Préconisations

• Pro-REV réaffirme l'importance d'intégrer les facteurs de protection dans les dispositifs de prévention secondaire et tertiaire, en complément des actions centrées sur les risques.
• Ce projet s'inscrit dans une perspective qui ne se limite pas à l'idéologie, qui est attentive aux dynamiques sociales, relationnelles et subjectives à l'œuvre.
• Pro-REV repose sur l'articulation rigoureuse entre des données issues des pratiques fondées sur la preuve (evidence-based) et des méthodes qualitatives réflexives.
• Pro-REV préconise l'élaboration d'un langage commun entre les différents acteurs concernés, fondé sur des terminologies validées par la littérature scientifique internationale.
• Pro-REV vise à encourager l'évaluation scientifique des dispositifs dès leur conception.

Equipe

Nicolas Amadio, Porteur du projet – Maître de conférence HDR en sciences sociales, Université de Strasbourg, LinCS UMR 7069

Massil Benbouriche, Maître de conférences HDR en psychologie, Université de Lille, PSITEC ULR 4072

Bruno Domingo, Maître de conférences en sciences politiques, Université de Toulouse Capitole, IDETCOM

Jérôme Ferret, Maître de conférences HDR en sociologie, Université de Toulouse, IDETCOM

Stéphane François, HDR en science politique, Université de Mons (Belgique), UMR 8582 GSRL

Martine Herzog-Evans, Professeur de droit privé et sciences criminelles, Université de Reims, CEJESCO EA 4693

Rachel Sarg, Maître de conférences en sociologie, Université de Metz, CREM UR 3476

Marina Bibier, Stagiaire, Master 1 Déviances, criminalités et institutions, Université de Strasbourg

Bérénice Juriens, Stagiaire, Master 2 Déviances, criminalités et institutions, Université de Strasbourg

Parutions :

Amadio, N., Benbouriche, M., Domingo, B. & Sarg, R. (2023). Introduction aux enjeux de la réintégration sociale en matièred'extrémisme violent. *Cahiers de la sécurité et de la justice, 58, 4-12.*

Da Silva, C., Amadio, N., Sarg, R., Domingo, B., &Benbouriche, M. (2024). Risk and Protective Factors Associatedwith Violent Extremism : A Multilevel and Interdisciplinary Evidence-Based Approach. Perspectives on Terrorism, 18(3).

https://doi.org/10.19165/2024.

De nouvelles publications sont à venir en 2026/2027.

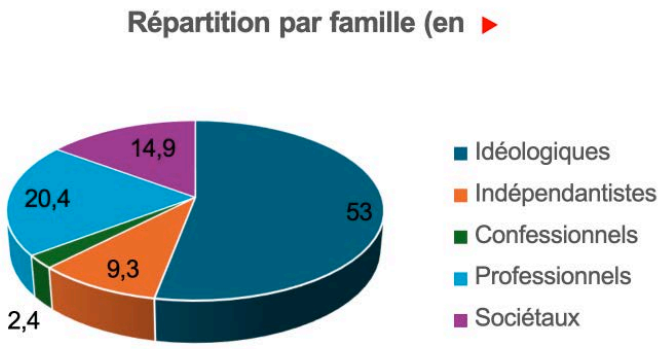
Violences et radicalités politiques (Viorapol)

Bilan des recherches

Viorapol, pour Violences et radicalités politiques, entendait poursuivre l'expertise statistique inédite de Vioramil (Violences et radicalités militantes, ANR-15CE390016) en pérennisant et surtout en actualisant, par un protocole enrichi en items comme en contestations envisagées, sa base de données afin d'une part, de tester l'hypothèse de l'ouverture d'un nouveau cycle d'action collective à compter de 2016, de l'autre de participer au débat plus large sur la montée supposée en radicalité que connaitraient les sociétés contemporaines. La nouvelle base compte à ce jour 2051 épisodes et 2741 faits de violence (sachant qu'un même épisode peut comporter plusieurs faits).

La quasi-totalité des dépenses effectuées l'ont été pour rémunérer, outre l'ingénieur qui gère le site hébergeant la base, s'occupe de la maintenance et a assuré la formation, les étudiants stagiaires qui ont alimenté la base. L'année universitaire 2023-24, quatre ont été embauchés sur les sujets suivants : le retour des violences indépendantistes (Ambroise Mariette, étudiant en M2 à l'IEP de St-Germain-en-Laye), la contestation de la réforme des retraites 2019 et 2023 (Julie Grillet, M1 de science politique à Lyon 2), les violences contre les élus (Anna Turlet, M2 de science politique à Paris 1) et le développement de l'écologie radicale (Violette Fourment, M1 de science politique à Paris 1). Ambroise Mariette a été prolongé en 2025 sans sujet spécifique, assurant une veille générale et rentrant les faits toutes familles confondues.

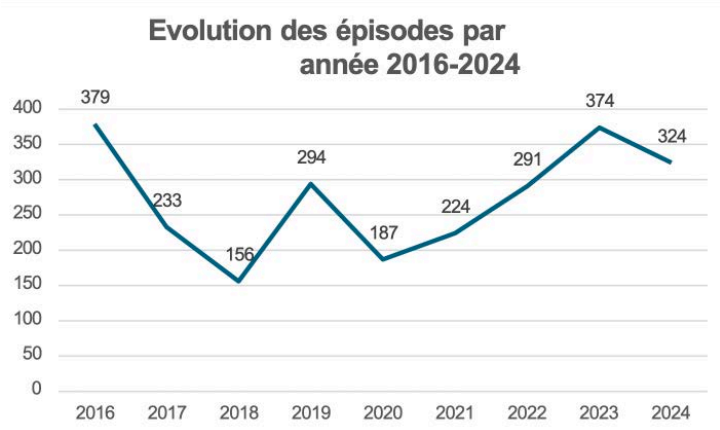
Comme le montre le graphique suivant, on remarque de profonds changements quant aux groupes auteurs de violences par rapport à la 1ère base qui couvrait la période 1986- 2017 avec l'accroissement considérable des « idéologiques » de gauche comme de droite (x2 : un quart des faits dans la 1e, la moitié dans la 2e), des conflits d'ordre professionnel (x2 : 11% dans la 1e, 20% dans la 2e) et surtout des « sociétaux », essentiellement écologistes (x3 : 5% dans la 1e, 15% dans la 2e), au détriment des « confessionnels » (÷ 2.8) et surtout des indépendantistes, malgré leur réveil depuis 2022 (÷ 5.5 : la moitié des épisodes dans la 1e, 9% dans la 2e). Mais la contribution de chaque famille à l'ensemble de chacun des faits reste inchangée : les affrontements restent la spécialité de la gauche radicale (41,7% de leur ensemble lui est imputable), les agressions celle de la droite radicale (responsable de 69% d'entre elles) ; les attentats matériels des indépendantistes à 89%, les attentats personnels des islamistes à 82,6%.



Si les actes les plus sévères (assassinats et attentats) sont dans la nouvelle base très inférieurs à la précédente, le rapport entre actions contre les biens (65,7% dans la deuxième base contre 86,4% dans la première) et actions contre les personnes (34,2% contre 13,6%) connait un changement de taille en raison de l'accroissement des affrontements avec les forces de l'ordre consécutif à la dynamique émeutière que revêtent désormais nombre de manifestations. Déjà présente lors de la contestation de la loi Travail 1 et 2 (2016 et 2017), celle-ci a connu son acmé avec le mouvement des Gilets jaunes. Les affrontements occupent désormais 20,8% de l'ensemble des faits de violence, contre 4,1% dans la 1ère base (soit x5). 41% sont le fait de la gauche radicale, 41% celui des « professionnels ». Bien que moindre, la progression des agressions est notable puisqu'elles ont doublé (12,2% des faits contre 5,8% auparavant). 69% sont imputables à la droite radicale. Le vandalisme, qui demeure la modalité violente la plus importante, a légèrement cru, passant de 46,8% des faits dans la 1ère base à 57,4% dans la deuxième. 43% vient de la gauche radicale, 34,4% des conflits liés au travail (les professionnels), 20,5% des sociétaux.

L'hypothèse de l'ouverture d'un nouveau cycle de protestation à partir de 2016 semble confirmée, si l'on en juge par au moins 3 indicateurs :

1) l'intensification des conflits :



la remontée des violences observée depuis 2016 est pour l'heure due pour l'essentiel aux idéologiques et sociétaux et, dans une moindre mesure, aux professionnels, dans une période rythmée par les conflits sociaux. Le niveau de conflictualité est en effet plus soutenu depuis l'accession d'Emmanuel Macron à la présidence. Le graphique suivant (avec rapatriement des faits de 2016 et 2017 de la 1ère base) montre clairement que les années les plus touchées par la violence sont celles marquées par de forts conflits d'ordre social / professionnel : 2016 (loi travail), 2019 (Gilets jaunes et réforme des retraites) et 2023, sur une nouvelle réforme des retraites. Ce sont aussi celles où les épisodes impliquant la gauche radicale sont les plus nombreux. Celle-ci est en croissance puisqu'elle est responsable de 69% des faits de la famille idéologique contre 31% la droite, ce qui témoigne d'un renversement d'équilibre que l'on avait déjà remarqué sur les dernières années de la 1e base où on comptait respectivement, au sein de cette famille, 40,3%de violence de gauche et 59,8% de droite. Un changement d'équilibre interne à la gauche radicale s'observe avec la montée en puissance des autonomes (64,3% des faits de gauche dans la 2e base contre 54,8% dans la 1e), la légère augmentation des anarchistes (22,8% contre 18,3%) au détriment des antifascistes en net recul : 12,9% des faits de gauche contre 26,9% dans la 1e.

2) l'apparition de nouveaux collectifs non institutionnalisés et à ce titre (notamment) plus enclins à transgresser les règles du jeu du conflit social, qui accentue certaines tendances repérées dans la première base. Sur le plan organisationnel, la fortune grandissante des collectifs informels au détriment des groupes constitués se confirme

et l'on voit même croître le nombre d'actions d'individus commises en nom propre, mais au nom d'une cause. À l'instar de l'épisode des Gilets jaunes, les conflits du travail des dernières années voient les syndicats débordés par des salariés en colère (retraites 2023) ou leurs actions se radicaliser comme lors du mouvement de protestation des agriculteurs en 2024. Les nouveaux venus se montrent plus offensifs que leurs aînés. Ainsi par exemple chez les indépendantistes corses des 2 collectifs Ghjuventù clandestina corsa ou, chez les écologistes, des Soulèvements de la Terre, lesquels illustre la porosité grandissante entre sensibilité à la nature et critique du capitalisme dont les « zadistes » avaient été précurseurs.

3) l'extension du répertoire d'action, en particulier dans le domaine de la défense de l'environnement (sabotage, « désarmement », actions symboliques spectaculaires comme les atteintes aux œuvres d'art). Le durcissement des actions et l'augmentation déjà évoquée des affrontements avec les forces de l'ordre s'inscrivent dans un processus en cours depuis le mouvement des Gilets jaunes de relégitimation du recours à la violence contre les biens que l'on repère aussi bien dans des écrits qui sont débattus par certains groupes, dans des sondages conduits régulièrement par le Cevipof et dans les revendications. Le registre est pour l'heure strictement défensif sur l'argument de la légitime défense contre la répression et une supposée dérive liberticide des démocraties pour les idéologiques et les professionnels, de la dénonciation des atteintes aux communs et de la destruction du vivant pour les écologistes (d'où le vocable de « désarmement »).

À l'instar du climat au sein de l'hémicycle, la montée des tensions socio-politiques est palpable dans la rue, et en croissance. Elle se traduit par des heurts entre militants (y compris du même bord politique) et ce que nous avons appelé les « atteintes institutionnelles », de trois types : les violences visant un élu, les « cibles électorales » (siège de parti, permanence électorale, domicile et véhicule d'élus) et les « cibles politiques » (Assemblée Nationale, ministère, préfecture, monuments représentatifs, drapeaux, documents d'identité).

Equipe

Coordination

Isabelle Sommier
40 – science politique / Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UMR 8209 - CESSP (Centre européen de sociologie et de science politique) INSHS - R 5 Meudon

Membres de l'équipe :

Ambroise Mariette, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, UMR 8183, CESDIP (Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales, UMR 8183), INSHS

Julie Grillet, Lyon II, UMR 5206, Triangle, INSHS, Rhône-Auvergne

Isabelle Sommier, Paris 1, UNM 8209, CESSP, INSHS, Paris 5

Publications

« Les Gilets jaunes sont des casseurs », in Emmanuelle Reungoat et François Buton (dir.), Idées reçues sur les Gilets jaunes, un marqueur des luttes sociales contemporaines, *Le Cavalier bleu, 2024, p. 125-134.*

Chapitre consacré à la France in José Pedro Zúquete (eds), The Palgrave Handbook of Left-Wing Extremism, *Palgrave Macmillan, 2023, p. 193-206.*

« La Violence », in Alexandre Gefen (dir.), Un Monde commun. Les savoirs des sciences humaines et sociales, *CNRS éditions, 2023, p. 240-243.*

« État des lieux des violences politiques de la France contemporaine », *Revue politique et parlementaire, n° 1100, juillet-septembre 2021, p. 69-73.*

« Aux antipodes des extrémistes d'hier, les radicaux d'aujourd'hui », *Pouvoirs, n° 179, novembre 2021, p. 103-113.*

18 septembre 2025 : « D'Antigone à Prométhée. Les registres de revendication de violence au nom de l'écologie », intervention à la Journée d'études Justiciers de la nature organisée par le CERI-Sciences Po.

3 juillet 2024 : intervention et animation de la semi-plénière méthodologique « Enquêter sur les violences politiques » au 17e Congrès de l'Association française de science politique, Grenoble.

26 février 2024 : « La désobéissance incivile », intervention au Petit Séminaire Critique organisé par le laboratoire Droit & Changement Social (UMR 6297 - https://dcs.univ- nantes.fr/)

L'humilité épistémique : une vertu face à la radicalisation (CriTERIA)

Perspectives philosophiques et apports à la psychologie sociale

Bilan des recherches

L'humilité épistémique, une des vertus épistémiques *(voir par exemple, Battaly, 2018)*, a de nombreuses implications sociales. Face à la montée des radicalismes et à la prolifération des certitudes dogmatiques, cette vertu s'impose comme un rempart conceptuel et pratique contre les dérives de la pensée close. Ce chapitre se propose d'examiner l'humilité épistémique *(Dormandy, 2020)* et en l'intégrant dans le cadre plus large des vertus épistémiques tel que défini par Roberts et Wood, et en articulant cette réflexion philosophique avec les données de la psychologie sociale sur la radicalisation.

Définitions et enjeux de l'humilité épistémique

L'humilité épistémique ne se réduit pas à une simple modestie intellectuelle ou à l'absence de confiance en ses propres croyances. Il s'agit d'une disposition active à reconnaître la possibilité de l'erreur dans ses jugements, à admettre la faillibilité de son propre raisonnement et à rester ouvert à la révision de ses convictions à la lumière de nouvelles preuves ou arguments. L'humilité épistémique implique le respect des autres en tant qu'agents épistémiques autonomes, la reconnaissance de la légitimité de leurs perspectives et la volonté de dialoguer sans préjugé de supériorité.
Dans le débat philosophique, l'humilité épistémique est ainsi conçue comme une attitude critique et réflexive qui permet de résister à la tentation du dogmatisme. Elle se distingue du scepticisme radical par le fait qu'elle n'aboutit pas à la suspension généralisée du jugement, mais oriente l'agent vers une recherche continue de la vérité en acceptant ses propres limites cognitives. Dormandy souligne que cette vertu est essentielle pour le progrès de la connaissance, car elle favorise l'échange d'idées et la correction des erreurs. Favoriser cette forme d'humilité permet alors, dans le cadre de la prévention primaire, en diminuant également l'aspect plus didactique de l'esprit critique et en favorisant plutôt l'engagement, de contribuer à la repluralisation des idées dont l'importance a largement été démontrée *(Koehler, 2017).*

Prévenir le dogmatisme

L'analyse conceptuelle de la radicalisation met en lumière le rôle central du dogmatisme dans la genèse des attitudes extrémistes. Le dogmatisme, tel que défini dans la section précédente, se caractérise par une certitude épistémique inébranlable et un refus de considérer la validité d'autres points de vue. L'humilité épistémique, en revanche, offre une voie de résistance à cette dynamique. En reconnaissant la pluralité des perspectives et la possibilité de se tromper, elle rend possible le dialogue, la remise en question et la désescalade des conflits idéologiques.
Ce lien entre philosophie et psychologie sociale se retrouve dans les études récentes sur la radicalisation violente, qui identifient la perte de respect pour les opinions adverses comme un facteur clé de la montée de la violence. L'humilité épistémique, comprise comme ouverture et respect des autres agents cognitifs, apparaît dès lors comme une vertu préventive : elle permet de neutraliser les mécanismes psychologiques qui mènent à l'exclusion, à la déshumanisation et, in fine, à la justification du recours à la violence. Elle prend sa place plus largement dans l'ensemble des propositions d'interventions autour de l'esprit critique tel qu'élaboré en amont dans le cadre scolaire *(Adam-Troian et al., 2019 ; Caroti et al., 2022).*

Analyse des Mécanismes Psychologiques de la Radicalisation Violente

Une première étude, en cours de publication (Psychology of Violence, Q1, numéro spécial sous la direction d'Angel Gomez), en collaboration avec des collègues de plusieurs pays, explore le soubassement psychologique de la radicalisation à travers une série d'études empiriques. Le cadre théorique principal est le Modèle Dualiste de la Passion *(Vallerand, 2015),* qui distingue la passion harmonieuse, intégrée de manière flexible à l'identité d'une personne, de la passion obsessive. Cette dernière est définie comme une force motivationnelle rigide et incontrôlable, où la valeur d'une personne devient contingente à son engagement dans la cause, créant une pression interne et un conflit avec les autres sphères de sa vie *(Adam-Troian & Bélanger, 2023 ; Bélanger et al., 2019)*. C'est cette passion obsessive qui est identifiée comme un précurseur psychologique de l'extrémisme.

Les études ont eu pour objectif de tester l'hypothèse selon laquelle la passion obsessive augmente le soutien à l'activisme violent, et de comprendre le mécanisme psychologique qui sous-tend cette relation. L'humilité intellectuelle est introduite comme un facteur médiateur important entre la prise d'information et les conséquences épistémiques et comportementales. Plutôt que d'être une simple absence de conviction, elle est définie comme la reconnaissance des limites de ses propres connaissances et de la faillibilité de ses croyances. Les chercheurs se concentrent sur une facette spécifique de cette humilité : le respect pour les points de vue d'autrui. La méthodologie employée est robuste, combinant des études corrélationnelles transversales, une étude expérimentale avec manipulation, et des études de généralisation interculturelle. Les recherches ont été menées auprès de groupes idéologiquement antagonistes aux États-Unis (partisans pro-vie et pro-choix), au Royaume-Uni (partisans du Brexit et du maintien dans l'UE) et dans un contexte culturellement distinct au Pakistan (concernant la violence contre les caricaturistes de Mahomet).

Les résultats convergent de manière significative à travers toutes les études. Premièrement, ils confirment qu'un niveau plus élevé de passion obsessive pour une cause prédit positivement une plus grande acceptation de l'activisme violent. Deuxièmement, et c'est la contribution majeure, ils démontrent que cette relation est médiée par le manque de respect pour les points de vue opposés.

Le modèle causal qui émerge est le suivant : la passion obsessive conduit à une diminution du respect pour les opinions divergentes, et c'est cette diminution du respect qui, à son tour, conduit à un soutien accru à la violence. L'étude expérimentale a de plus prouvé qu'il est possible d'interrompre cette chaîne causale. Une intervention visant explicitement à accroître le respect pour les perspectives adverses a non seulement atteint cet objectif, mais a également réduit de manière significative le soutien des participants à la violence.

Le contexte social de l'extrémisme

Dans le but d'élargir notre proposition, nous avons également participé, à une grande étude internationale dirigée entre autres par Arie Kruglanski et Sofia Moskalenko basé sur l'idée déjà évoquée par Scott Atran devant le conseil de sécurité de l'ONU (2015) que l'attirance pour les extrêmes reposait profondément chez les plus jeunes sur un rapport particulier à la société dans laquelle il grandissait. Cette proposition vise à tenter de comprendre sur quel point spécifique la prévention primaire à large échelle pourrait agir. L' étude porte à la fois sur la confiance dans les institutions et sur la théorie de la quête de la signification développée par Kruglanski et son équipe *(Adam-Troian et al., 2020 ; Kruglanski & Ellenberg, 2022 ; Kruglanski et al., 2014 ; Moskalenko, 2024 ; Troian et al., 2019)*. L'implication de notre propre équipe dans cette étude a consisté à développer la version française des questionnaires utilisés et à recueillir un échantillon représentatif auprès de notre population. Le travail de recueil des données est encore en cours dans un certain nombre de pays. Une publication de psychologie expérimentale comparative est prévue. Ce travail international permet d'affiner notre connaissance du contexte idéologique dans lequel nous sommes amenés à proposer des interventions ciblées sur l'humilité épistémique
Un numéro spécial de du journal Social Psychology (2026) édité par Frontiers et dirigé par Thomas Arciszewski, Ewa Skumovska, Erika Molinaro et Jais Adam-Troian porte précisément sur sur la progression des polarisations et des extrémismes dans le contexte de nos démocraties occidentales tout particulièrement.

Conclusion

Le champ conceptuel de la philosophie rejoint ici les conceptions de la psychologie dans la volonté de neutraliser la certitude dogmatique en exposant l'individu à une pluralité de perspectives contradictoires. L'objectif implicite est de provoquer une forme d'humilité épistémique forcée par la confrontation à l'égale force des arguments opposés. Parallèlement, les études sur l'humilité intellectuelle identifient le mécanisme interne par lequel la radicalisation opère : c'est l'érosion du respect pour autrui, une composante clé de l'humilité intellectuelle, qui ouvre la porte à la justification de la violence par le désengagement moral progressif qu'elle peut soutenir.

Equipe

Pascal Taranto, Aix-Marseille University / Centre Gilles Gaston Granger (UMR 7304)
Épistémologie et analyse du discours idéologique ; Concept d'Isosthénie (induisant l'humilité épistémique).

Thomas Arciszewski, Aix-Marseille University / Centre Psycle
Extrémisme et état d'esprit cognitif extrême ; Contribue au cadre théorique global.

Jais Adam-Troian, Heriot-Watt University / School of Social Sciences
Psychologie sociale appliquée ; Expertise en intervention et désengagement.

Denis Caroti, Académie d'Aix-Marseille / Centre Gilles Gaston Granger
Inspection scolaire ; Pratique de terrain.

Publications

Adam-Troian, J., & Bélanger, J. J. (2023). "Consumed by creed": Obsessive-compulsive symptoms underpin ideological obsession and support for political violence. Aggressive Behavior, (in press). *https://doi.org/https://doi.org/10.1002/ab.22124*

Adam-Troian, J., Bonetto, E., Araujo, M., Baidada, O., Celebi, E., Dono Martin, M., Eadeh, F., Godefroidt, A., Halabi, S., Mahfud, Y., Varet, F., & Yurtbakan, T. (2020). Positive associations between anomia and intentions to engage in political violence: Cross-cultural evidence from four countries. Peace and Conflict: *Journal of Peace Psychology, 26(2), 217–223. https://doi.org/10.1037/pac0000385*

Adam-Troian, J., Caroti, D., Arciszewski, T., & Ståhl, T. (2019). Unfounded beliefs among teachers: The interactive role of rationality priming and cognitive ability. Applied Cognitive Psychology, 33(4), 720–727. *https://doi.org/10.1002/acp.3547*

Battaly, H. (2018). The Routledge handbook of virtue epistemology. *Routledge.*

Bélanger, J. J., Schumpe, B. M., Nociti, N., Moyano, M., Dandeneau, S., Chamberland, P. E., & Vallerand, R. J. (2019). Passion and moral disengagement: Different pathways to political activism. *Journal of Personality. https://doi.org/10.1111/jopy.12470*

Caroti, D., Adam-Troian, J., & Arciszewski, T. (2022). Reducing Teachers' Unfounded Beliefs Through Critical-Thinking Education: A Non-Randomized Controlled Trial. *Applied Cognitive Psychology. https://doi.org/10.1002/acp.3969*

Dormandy, K. (2020). Intellectual Humility and Epistemic Trust. In M. Alfano, M. P. Lynch, & A. Tanesini (Eds.), The Routledge Handbook of the Philosophy of Humility. *Routledge.*

Koehler, D. (2017). Understanding Deradicalization: Methods, Tools and Programs for Countering Violent Extremism. *Routledge.*

Kruglanski, A. W., & Ellenberg, M. (2022). How does the Quest for Significance Shape Human Sociability? In The Psychology of Sociability (pp. 116–139). *Routledge.*

Kruglanski, A. W., Gelfand, M. J., Bélanger, J. J., Sheveland, A., Hetiarachchi, M., & Gunaratna, R. (2014). The psychology of radicalization and deradicalization: How significance quest impacts violent extremism. *Political Psychology, 35(Suppl 1), 69–93. https://doi.org/10.1111/pops.12163*

Moskalenko, S. (2024). Down the Yellow Brick Road: How socialization through early narratives shapes the quest for significance. *https://doi.org/10.13140/RG.2.2.23125.44005*

Troian, J., Baidada, O., Arciszewski, T., Apostolidis, T., Celebi, E., & Yurtbakan, T. (2019). Evidence for indirect loss of significance effects on violent extremism: The potential mediating role of anomia. *Aggressive Behavior, 45(6),* **691–703. https://doi.org/10.1002/ab.21863**

Vallerand, R. J. (2015). The psychology of passion: A dualistic model. *Series in Positive Psychology.*

COSPRAD

CONSEIL SCIENTIFIQUE
SUR LES PROCESSUS
DE RADICALISATION